

M. Diefenbaker: Je les ai lus jusqu'au dernier mot, et ils ont évité de se prononcer sur cette question.

L'hon. M. Pearson: Nous avons dit exactement cela plus d'une fois aux Nations Unies...

M. Diefenbaker: Non, vous avez laissé planer beaucoup d'équivoque.

L'hon. M. Pearson: ...et à la Chambre; si l'honorable député lit demain le hansard, il constatera probablement que je l'ai dit au cours de mes déclarations de ce matin. Par conséquent nos points de vue sur cette question devraient être assez voisins.

En ce qui concerne la force d'urgence des Nations Unies, le chef de l'opposition a dit ce matin que son parti avait avancé cette idée il y a environ un an, et c'est vrai. Je l'ai reconnu dans les déclarations que j'ai faites en cette enceinte en novembre. Je lui rappellerai, toutefois,—comme je l'ai déjà dit à la Chambre des Communes en novembre dernier et comme je le lui redis,—que le gouvernement, qui ne s'en attribue aucun mérite spécial, a soutenu l'idée d'une force des Nations Unies pendant des années et, dans ce cas particulier, d'une force des Nations Unies pour le Moyen-Orient. A la séance d'ouverture du comité des affaires extérieures, l'été dernier, je crois, et après que mon honorable ami eût mentionné cette question à la Chambre des communes, j'ai soumis cette idée au comité, parce qu'on en avait discuté ici à la Chambre, dans l'espoir que le comité des affaires extérieures l'étudierait plus en détail. Cela n'a pas été pris en main, sous quelque forme que ce soit, par mes honorables amis qui étaient membres du comité, ni par aucun membre de son parti. Il n'en a pas été fait la moindre mention.

M. Diefenbaker: J'ai soumis cette question à la Chambre et vous l'avez ridiculisée.

Une voix: Six heures.

L'hon. M. Pearson: Nul ne l'a ridiculisée. Le comité des affaires extérieures a consacré son temps à la politique générale, et nous avons parlé du Moyen-Orient. J'ai signalé ces choses...

M. Churchill: Six heures.

L'hon. M. Pearson: ...à cause de ce que mon honorable ami a dit ce matin.

M. Churchill: J'invoque le Règlement. Il a été convenu que le ministre devrait aller au delà de six heures s'il répondait à des questions. Il ne répond à aucune question. Il ne fait que des réfutations. Il est maintenant six heures.

L'hon. M. Garson: Un bien chic type, le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Churchill).

M. l'Orateur: J'ai cru comprendre qu'il avait été convenu à l'unanimité plus tôt que la Chambre continuerait à siéger après six heures. Et voilà que le député de Winnipeg-Sud-Centre, en invoquant le Règlement, retire, pour sa part, le consentement unanime. Si nous siégeons après six heures, il faut y avoir consentement unanime. Il ne faut qu'un seul député pour retirer ce consentement.

M. Knowles: Le député devrait peut-être se retirer.

L'hon. M. Pearson: Trois autres questions ont été posées et je voudrais y répondre.

M. Diefenbaker: Répondez aux questions et mettez fin à votre discours politique.

M. Churchill: Six heures.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette, mais le consentement unanime a été retiré.

Une voix: C'est trop pour lui.

M. l'Orateur: Comme il est six heures, la Chambre s'ajourne...

M. Fulton: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Afin qu'il n'y ait pas d'équivoque...

L'hon. M. Sinclair: Six heures.

Des voix: Six heures.

M. Fulton: J'invoque le Règlement...

L'hon. M. Sinclair: Votre collègue a dit qu'il est six heures.

M. l'Orateur: Je ne vois pas pourquoi on invoque le Règlement. J'annonce simplement que nous avons terminé pour aujourd'hui. La Chambre s'ajourne...

M. Knowles: Qu'entendez-vous par ce "nous"?

M. l'Orateur: ... jusqu'à lundi, à deux heures et demie de l'après-midi.

M. Green: Pourrait-on savoir quel est le programme pour lundi?

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances (M. Harris) m'a prié d'annoncer qu'il aimerait passer lundi prochain aux derniers crédits supplémentaires pour l'exercice actuel et, après que nous aurons terminé ces travaux, à tous les postes inscrits par le gouvernement au *Feuilleton* que la Chambre pourrait vouloir étudier. Mardi on reprendrait le débat sur l'exposé budgétaire.

(A six heures et sept minutes, la séance est levée d'office en conformité du Règlement.)